

▪ **WALL STREET RESPIRE**

Après la sévère correction des marchés financiers mondiaux en octobre, Wall Street a réussi à s'extirper par le haut d'un mois de novembre encore compliqué.

Heureusement, les données fondamentales restent bonnes. Les tendances conjoncturelles sont certes un peu plus faibles mais restent positives, ce qui permet à Wall Street de tempérer les mouvements à la baisse. L'économie américaine au troisième trimestre demeure solide et enregistre une croissance plus importante que prévu, avec 3,5% en moyenne annualisée. Les excellents résultats du « black friday » et du « cyber monday » témoignent de la bonne santé de la consommation américaine.

Pour autant, les mêmes craintes qui dominaient les marchés depuis des mois sont revenues peser sur le sentiment des investisseurs. En tête de liste, la hausse des taux menée par la Réserve fédérale, la fin de l'effet du stimulus fiscal, mais aussi les menaces que font peser sur la croissance mondiale les tensions entre les Etats-Unis et la Chine.

Malgré ce cocktail de tensions, Wall Street a terminé le mois sur une note positive. Après avoir été chahutés, les trois principaux indices ont été sauvés, en fin de mois, par une flambée *in extremis*. Ce qui leur permet de s'afficher en hausse sur le mois de novembre, avec une progression de 1,7% pour le Dow Jones, de 1,8% pour le S&P500 et plus modestement de 0,3% pour le Nasdaq.

Les investisseurs ont nourri le double espoir d'une pause dans la hausse des taux de la Fed pour l'année prochaine. Le patron de la Fed, Jerome Powell, a, en effet, redonné espoir aux investisseurs en recourant à un ton plus « dovish » dans son dernier discours. Une inflexion qui a fait rebondir des marchés.

La perspective d'une trêve commerciale avec la Chine a également entretenu ce mouvement haussier.

▪ **VALEURS TECHNOLOGIQUES : UN AUTOMNE SOUS PRESSION**

Les entreprises technologiques qui ont mené Wall Street à ses sommets, ont affiché grise mine ces dernières semaines. Les mêmes stars de la Tech qui ont alimenté la hausse exceptionnelle de Wall Street, ont été à l'origine de leur mouvement de baisse en novembre.

La dépression qui a frappé le Nasdaq s'est aggravée avec le plongeon d'Apple. Le titre symbolise à lui seul cette déroute. La première capitalisation mondiale a été fortement secouée après un article du Wall Street Journal qui a laissé entendre que le groupe avait réduit ses commandes de production des trois modèles d'iPhone, lancés en septembre.

Le risque de voir les ventes d'iPhone d'Apple décevoir, a pesé sur le titre et celui de ses nombreux fournisseurs. Affectée par les difficultés d'Apple, c'est l'ensemble de la "Tech" qui en a fait les frais.

Le secteur technologique était certainement le plus menacé, en ce moment, en raison de valorisations qui étaient très élevées. Mais il faut relativiser, leur socle reste solide.

La faiblesse des valeurs technologiques en novembre n'est pas due à leur rentabilité, c'est surtout une réduction par les investisseurs d'un positionnement sur le secteur qui était élevé.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

En outre, avec un peu de recul, cette baisse des leaders de la « Tech » aux Etats Unis est plutôt une bonne nouvelle. Le marché américain était trop dépendant de ces titres.

L'essentiel de la hausse de ces dernières années a, en effet, été portée par 5 valeurs technologiques (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft). Un marché dépendant de 5 valeurs n'est pas sain. La baisse des 'GAFAM' a engendré des rotations sectorielles importantes, ce qui a remis de l'équilibre au sein de la cote américaine.

La guerre commerciale a également affecté les géants de la « Tech ». Elle pénalise fortement le secteur des semi-conducteurs, Et par effet domino, cela a affecté toute l'industrie « Tech ».

▪ **UNE FED + DOVISH**

Le rebond boursier enclenché fin novembre s'est produit notamment grâce à un ton un peu moins "hawkish" de la part de la Fed, concernant son cycle de hausse des taux. Si la majeure partie des investisseurs s'attendent toujours à une hausse des taux en décembre, une pause pourrait bien s'ensuivre en 2019.

Le dernier compte-rendu de la Fed a montré que la Banque centrale américaine prévoit, certes, toujours une hausse des taux d'intérêt en décembre, mais aussi qu'elle apparaît de plus en plus divisée sur l'évolution de la trajectoire monétaire à venir. Ce qui laisse suggérer que la Fed se montre finalement moins pressée de relever ses taux en 2019.

Le président de la Fed, Jerome Powell, a adopté un ton plus "colombe", en affirmant que les taux directeurs étaient désormais juste en dessous du niveau considéré comme « neutre ». C'est à dire un niveau qui permet à l'économie de continuer à croître, sans être ni pénalisée, ni trop stimulée. Une petite phrase interprétée par les marchés comme un futur ralentissement dans les hausses des taux.

Selon Powell, l'environnement économique et politique, n'est pas facilement lisible. Il a préféré se détacher d'un message d'orientation monétaire trop précis, pour être plus libres face aux signes que donne l'économie.

Pour le marché, qui redoute une remontée trop rapide des taux d'intérêt, c'est comme si la Fed venait d'éloigner un peu le risque d'une récession.

▪ **DÉTENTE DU TAUX US À 10 ANS**

Bonne nouvelle pour les marchés, les taux se détendent. Le taux de la dette à 10 ans des États-Unis, celui-là même qui avait fait peur aux marchés début octobre, est retombé sous les 3%.

La détente du taux à 10ans US s'est accélérée après les déclarations de Jerome Powell, qui a expliqué que les taux se rapprochaient du niveau que la Fed considère comme "neutre". C'est-à-dire ni stimulant, ni freinant pour la croissance économique. Ces déclarations ont été interprétées par les investisseurs comme un signal témoignant que le cycle de resserrement monétaire en cours aux Etats-Unis pourrait peut-être ralentir.

▪ **G20 : CONCLUSION**

Le président américain a profité du G20 organisé à Buenos Aires pour s'entretenir avec son homologue chinois Xi Jinping. Objectif : enrayer l'escalade de représailles douanières entre les deux pays, alors que le conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine commence à peser sur la croissance mondiale.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Cette rencontre entre les deux dirigeants a constitué un des points d'orgue de ce sommet du G20.

Soit le président américain allait à la confrontation au risque de provoquer de sérieux remous sur les marchés et d'accentuer le ralentissement économique. Soit il optait pour un « cessez-le-feu » en favorisant une forme de dialogue et de nouveau partenariat.

Heureusement, c'est cette hypothèse qui a été privilégiée puisque la Chine et les États-Unis ont conclu une trêve de 3 mois pour régler le conflit commercial. Après des mois de guerre commerciale, le président américain Donald Trump et le président chinois Xi Jinping ont en effet conclu une sorte d'armistice.

Trump et Xi se sont donnés 90 jours pour parvenir à un accord. Durant cette période la Chine et les États-Unis se sont engagés à ne pas imposer de nouveaux droits de douane sur les importations. En contrepartie la Chine s'engage à acheter une quantité "significative" de marchandises américaines, notamment dans l'énergie et l'industrie, afin de rééquilibrer le solde commercial entre les deux pays.

Cet accord n'est qu'un « cessez-le-feu » de trois mois mais les investisseurs veulent y croire pour tenter de sauver, en décembre, une très mauvaise année sur les marchés financiers.

La poignée de main entre les deux dirigeants était d'autant plus attendue que c'était le premier face-à-face entre les deux présidents depuis plus d'un an. Il s'agit d'une bonne nouvelle pour les marchés financiers et pour l'économie mondiale dans son ensemble.

L'autre événement très suivi au G20 a été la rencontre entre le président russe Vladimir Poutine et le prince héritier d'Arabie Saoudite, Mohammed Ben Salmane qui devaient évoquer ensemble un potentiel soutien des cours du pétrole, en vue de la réunion du 6 décembre entre l'Opep et les grands pays producteurs (dont la Russie). Le roi Salmane veut en effet convaincre ses alliés de baisser leur production d'au moins 1 million de barils par jour pour éradiquer la chute des cours.

▪ **BOURSES EUROPÉENNES**

Les marchés européens ont fini le mois sur une note prudente, sur fond d'inquiétudes politiques et de tensions commerciales.

Le mois de novembre se solde, donc, par un repli de 0,76 % pour l'EuroStoxx et de 1,71% pour le CAC 40 qui réussit à préserver le plancher symbolique des 5000 points. Quant au Dax, il a reculé de 1,30% en novembre.

Que ce soit, le Brexit, l'Italie ou le conflit commercial, les informations positives et négatives se sont succédées sans que se dégage une vraie tendance. Cette combinaison d'inquiétudes a empêché les marchés de se frayer un chemin vers la hausse. Les investisseurs sont restés dans le flou, ce qui a limité les prises d'initiatives acheteuses qui plus est, à quelques semaines de la clôture annuelle.

La réalité du marché européen est qu'on est aujourd'hui dans un mode d'observation au jour le jour.

L'Europe a subi tous les coups cette année, l'Italie, le Brexit, une locomotive allemande en perte de vitesse. Elle a été également plus impactée par la guerre commerciale, car plus ouverte sur le monde.

En outre la perspective du couple fort Macron/Merkel, qui devait insuffler une nouvelle énergie à l'Europe, est retombée par rapport aux attentes d'il y a un an.

L'espoir français porté par Macron est très décevant. Le retour au bricolage politique et à l'improvisation délivrent un manque de lisibilité qui donne l'image d'une confusion générale.

Avec l'affaiblissement de Merkel aux élections, l'Allemagne a délaissé son rôle traditionnel de chef de file de l'Union européenne. Résultat, l'Europe se retrouve face à un vide de leadership.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

La France, qui était avec Macron, la candidate la plus probable pour prendre le relais de l'Allemagne à la tête de l'Europe, est affligée par trop de problèmes internes. La popularité du président Emmanuel Macron s'est effondrée à cause des réformes impopulaires et un style de gouvernement perçu par beaucoup comme arrogant.

Cette accumulation de petits facteurs, mis bout à bout, a sapé lentement la résistance des marchés. Ce qui explique que les indices européens connaissent une orientation pesante depuis le début de l'automne.

Du côté de la macro, l'activité européenne montre de sérieux signes d'essoufflement. Si bien que certains analystes estiment que la BCE pourrait être amenée à annoncer de nouvelles mesures de soutien à l'économie lors de sa réunion en décembre. La mise en place d'une nouvelle série de prêts à long terme (LTRO) a notamment été évoquée.

L'inflation en zone euro a ralenti. Elle est estimée à 2% (taux annualisé) en novembre, contre 2,2% en octobre, le consensus tablait sur 2,1%. De quoi repousser encore un peu l'éventualité d'une hausse des taux de la part de la Banque centrale européenne. Une perspective qui a été bien accueillie par les marchés.

En outre, la validation d'un accord du Brexit par l'Union Européenne et des signes de potentielle inflexion sur le budget en Italie ont permis aux marchés de se reprendre en fin de mois.

Même si le bilan boursier du mois de novembre est négatif en Europe, décembre se prépare à démarrer, théoriquement, sous des vents un peu plus favorables.

▪ **ITALIE**

Les investisseurs surveillaient également de près la relation tendue entre l'Union européenne et l'Italie. Le cœur du sujet : la troisième économie de la Zone Euro prévoit un déficit budgétaire de 2.4% du PIB en 2019. Ce que la Commission européenne estime excessif, au vu du niveau actuel de la dette publique et du déficit de croissance potentielle.

L'UE a donc récemment rejeté le budget prévisionnel de l'Italie. Motif : il est incompatible avec les règles de rigueur financière de l'Union.

La Commission européenne a exigé un nouveau budget conforme aux exigences européennes. Et ce, alors qu'elle vient d'ouvrir, une procédure pour endettement excessif contre Rome. Elle estime en effet que la trajectoire budgétaire 2019 prévue par le gouvernement italien ne permettra pas de réduire l'énorme dette publique du pays (133% du PIB).

Le taux à 10ans italien, qui rend la charge de la dette d'autant plus forte pour le pays, reste pour l'instant à des niveaux relativement gérables, aux environs de 3.50%.

Les marchés, arbitres de ce conflit en quelque sorte, laissent pour le moment, le temps aux deux parties de trouver un compromis.

En effet, plus les marchés financiers s'inquiéteront, plus le risque sur le pays augmentera, plus la dette italienne sera chère à refinancer et plus elle aura de difficulté à se désendetter. Et cela aura un effet sur la croissance italienne et potentiellement sur toute la zone euro.

Pour éviter ce cercle vicieux, Rome et Bruxelles doivent se mettre d'accord, mais c'est très compliqué. La commission européenne, préconise la réduction des dépenses budgétaires, l'austérité en somme. Le gouvernement italien croit au contraire en une relance keynésienne.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

C'est un dialogue de sourd. L'Union européenne s'entête à vouloir imposer des normes arbitraires, qui au fond sont assez absurdes. En réalité ce n'est pas tant une histoire de chiffres de solde budgétaire mais surtout le contenu des choix budgétaires qui est important.

De plus, la relance keynésienne proposée par le gouvernement italien sera stérile dans une économie qui est en panne. Si le gouvernement de Salvini et Di Maio avait proposé un plan sur les infrastructures italiennes (à la Trump) ou encore des baisses de la fiscalité pour les entreprises, l'Europe serait sans doute plus souple et prête à donner un sursis à l'Italie. Comme elle l'avait fait avec le Portugal et qui a porté ses fruits.

Néanmoins, en fin de mois les choses semblaient évoluer dans le bon sens avec la proposition de Matteo Salvini pour revoir à la baisse la prévision de déficit 2019. Une initiative saluée par les marchés.

Au final, un compromis finira par être trouvé sur le sujet. L'Union européenne ne se risquera pas à une crise budgétaire italienne qui serait préjudiciable pour l'Union Européenne toute entière.

▪ **BREXIT, DEAL / NO DEAL ?**

Du côté du Brexit, les choses ont avancé, en novembre, avec enfin la validation d'un accord. Theresa May a réussi la prouesse de sceller un accord avec l'Union européenne sur les modalités de sortie du Brexit. C'était loin d'être gagné et c'est le fruit de 17 mois de difficiles négociations.

Cet accord comprend notamment la facture du divorce dont devra s'acquitter le Royaume-Uni, évaluée entre 40 et 45 milliards d'euros. L'accord garantit aussi les droits des Européens vivant au Royaume-Uni et des Britanniques dans l'UE. Il définit, par ailleurs, une période de transition qui débutera après le Brexit, prévu le 29 mars 2019, pour durer jusqu'en décembre 2020. Le traité prévoit, enfin, un "filet de sécurité" pour éviter le retour à une frontière physique entre la province britannique d'Irlande du Nord et l'Irlande et préserver la paix sur l'île.

Pourtant, après avoir obtenu cet accord avec l'Union Européenne, validé de justesse par son gouvernement, Theresa May a dû subir une vague de démissions de ses ministres.

La volonté de Mme May de maintenir des liens étroits avec l'UE après le Brexit a été vivement critiquée. L'accord a été jugé trop conciliant par les partisans les plus durs du Brexit, qui craignent de voir le Royaume-Uni réduit à l'état de "vassal" de l'Union européenne.

Theresa May confirme pourtant qu'elle a juste une posture réaliste, qui est l'aboutissement de "milliers d'heures de négociations" et pour lequel, dit-elle, "il n'existe pas d'alternative".

Mais pour la première ministre britannique, le plus dur reste à venir. Pour que l'accord entre en vigueur, il faut que Theresa May le fasse ratifier par le Parlement.

Tournées à travers le Royaume-Uni, rendez-vous télévisés, entretiens avec des députes, pour tenter de convaincre les opposants à l'accord conclu avec Bruxelles, Theresa May multiplie ses mises en garde sur les risques d'un Brexit sans accord et tente de dramatiser l'enjeu afin d'obtenir une majorité sur ce texte (vote prévu 10/12 décembre). Elle a enjoint les députés à soutenir le texte dans "l'intérêt national".

Si le Parlement britannique venait à se prononcer contre cet accord, Theresa May pourrait demander un nouveau vote après renégociation avec l'UE, qui pourrait mettre un peu d'eau dans son vin.

Menacée d'un échec au Parlement, Theresa May a fait planer la menace d'un départ de l'UE sans accord, avec de lourdes conséquences pour l'économie britannique. Elle a aussi averti qu'il pourrait bien ne pas y avoir de Brexit du tout.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Pour les investisseurs, le scénario central reste celui d'une ratification réussie, même si elle se fera « aux forceps ». Le marché se contentera d'un accord *a minima* et demande juste un peu de visibilité dans ce dossier compliqué.

▪ **EUR-USD**

La paire euro dollar s'est à peu près maintenue dans une fourchette entre 1,13 et 1,14 en novembre.

Le dollar, traditionnellement considéré comme une valeur refuge, a continué à bénéficier de l'incertitude politique générale. En outre, la politique de la Fed joue toujours beaucoup dans l'attractivité du billet vert. La robustesse du dollar, reste également soutenue par une croissance US vigoureuse.

La devise américaine profite aussi des incertitudes en Europe, l'euro reste sous pression alors que Rome donne du fil à retordre à la Commission européenne sur son projet de budget et que l'accord sur le Brexit est à la peine. Autre élément ralentisseur pour l'euro : des statistiques économiques décevantes, avec notamment un PIB en baisse. Par ailleurs l'inflation est ressortie en deçà des attentes. De quoi repousser encore un peu l'éventualité d'un resserrement monétaire de la part de la Banque centrale européenne. Ce qui pèse sur la devise européenne.

▪ **PÉTROLE**

Ce fut un mois difficile pour les cours du brut. Le pétrole a amplifié son mouvement de baisse entamé au mois d'octobre.

Depuis son « top » de début octobre à 87\$, le Brent a dévissé de quelque 30%, en cassant tous les supports intermédiaires. Les deux barils, le Brent et le WTI ont vu leur cours reculer à respectivement 59\$ et 50\$.

En moins de deux mois, la perspective d'une pénurie de pétrole s'est transformée en crainte de voir l'offre dépasser la demande. Une demande moins dynamique et une conjonction d'éléments explique ce retournement.

L'élément principal est l'offre, c'est ce qui détermine avant tout la tendance. Et il y a trop de pétrole sur le marché. Le prix du baril est mécaniquement fragilisé par ce surplus de production.

Les cours sont sous pression depuis l'assouplissement de la position des Etats-Unis sur l'Iran. C'est l'une des principales explications de cette rechute. Trump a fini par édulcorer les sanctions infligées à Téhéran, en accordant des exemptions de dernière minute à plusieurs pays (dont la Chine et l'Inde), leur permettant d'acheter du brut iranien encore pendant six mois.

Une configuration inattendue qui a enclenché le mouvement de baisse sur le baril. Trump, porte une grande attention au prix de l'essence à la pompe et a toujours milité pour des prix du pétrole le plus bas possible ("Let's go lower" a-t-il récemment tweeté).

Les sanctions iraniennes devaient supprimer le pétrole iranien du marché. Dans cette perspective, l'Arabie saoudite et d'autres grands producteurs ont augmenté leurs pompages afin de compenser l'effet des sanctions américaines à l'encontre de l'Iran. Résultat : le marché se retrouve avec une production accélérée de la part de l'Opep et un pétrole iranien qui reste sur le marché.

L'Opep et la Russie qui s'estiment floués, cherchent déjà à soutenir les cours. L'Arabie saoudite a fait savoir qu'elle n'avait pas d'autre alternative que de réduire la production mondiale. Il est peu probable que l'Opep et la Russie laissent dégringoler le baril trop longtemps.

Ils pourraient décider lors de leur prochaine réunion, le 06 décembre à Vienne, d'extraire moins de brut pour soutenir les cours. L'Arabie Saoudite et la Russie devrait faire converger leurs points de vue en

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

ce sens. D'ailleurs Poutine a annoncé durant le G20 que la Russie et l'Arabie Saoudite allaient continuer à s'accorder sur une réduction de la production. La Russie est de plus en plus convaincue, elle aussi, du besoin de réduire sa production de pétrole conjointement avec l'Opep, mais est toujours en discussions avec l'Arabie saoudite sur le calendrier et le volume d'une telle réduction.

Une baisse de production du cartel et de ses alliés pourrait entraîner un rebond des cours.

Poutine a déclaré récemment qu'il serait satisfait avec un pétrole à 70\$. Ce niveau serait aussi satisfaisant pour le président américain, suffisamment bas pour ne pas peser sur le pouvoir d'achat des Américains, suffisamment haut pour satisfaire les géants pétroliers.

▪ **OR EN HAUSSE**

L'appétit des investisseurs pour le métal jaune s'est récemment renforcé. Le sentiment du risque politico-financier a pleinement joué en faveur de l'or qui oscille autour des 1234 dollars.

Néanmoins le cours de l'once n'est pas parvenu à franchir son plafond de verre situé à 1240\$. Les velléités sur le métal fin ont été ralenties par un dollar fort.

Toutefois, l'or a pu profiter récemment d'un ton moins « hawkish » de la FED quant à sa politique de hausse des taux prévue pour l'année prochaine. Jerome Powell, président de la FED a modifié sensiblement son discours, ce qui a eu pour conséquence mécanique d'affaiblir le dollar et les taux de rendement du 10ans US. De quoi offrir un bon support à l'or.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :
Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF
Association agréée par l'AMF
Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS
SAS au capital de 300 000 E

CONCLUSION

Les récentes corrections ont remis les pendules à l'heure et ont eu deux mérites : baisser les valorisations des actions les plus chères et amener les investisseurs à intégrer un peu plus le risque de ralentissement économique.

La période où tous les actifs financiers montaient avec une belle régularité est terminée ! Ce qui oblige les investisseurs à revoir leur stratégie.

Désormais les marchés reviennent vers des niveaux plus raisonnables et les cours sont plus en cohérence avec la réalité des entreprises.

Les bourses, si elles ont plié, n'ont pas rompu. Et ce malgré un nombre important de dossiers à risques. Tout simplement parce-que les fondamentaux économiques, même s'ils ralentissent, sont encore solides.

La vraie question, au vu du contexte politique actuel, est de savoir si les marchés trouveront la force de relever la tête.

La correction d'octobre a été exagérée par rapport aux fondamentaux et la situation devrait à court terme se stabiliser. Il pourrait y avoir alors un 'effet décembre'. Il y a historiquement plus de bonne volonté sur les marchés en cette période avant fêtes, où les gérants rééquilibrent leurs portefeuilles avant la fin de l'année.

Le dernier G20 pourrait marquer le début d'un processus de désescalade qui devrait jouer en faveur de l'optimisme des investisseurs. Le cessez-le-feu trouvé entre la Chine et les Etats-Unis lève l'un des principaux risques actuels.

Hets-Capital

Le document a été remis par Hets-Capital à son destinataire à son usage exclusif, et ne peut être utilisé, ni reproduit, à d'autres fins. Le contenu de ce document ne constitue ni une recommandation, ni une offre d'achat, ni une proposition de vente, ni une incitation à l'investissement ou à l'arbitrage. Il ne constitue en aucun cas un élément contractuel. Les informations, analyses et statistiques communiquées dans ce document proviennent de documents publics ou de sources qui peuvent être considérées comme fiables, mais ne sauraient engager la responsabilité de Hets-Capital, mais aucune garantie ne peut être donnée quant à leur exactitude. Les opinions émises dans ce document ne constituent pas un engagement de Hets-Capital., mais reflètent uniquement son sentiment. Tous les portefeuilles, produits et valeurs figurant dans ce document sont soumis aux fluctuations des marchés et aucune garantie ne peut être donnée quant à leur évolution future. Les performances historiques qui pourraient être indiquées dans les informations transmises par Hets-Capital ne préjugent ni supposent rien des performances futures, et ne constituent en aucun cas une garantie de performance future. Les historiques de performance contenus dans ce document sont purement statistiques. Ils peuvent concerner des investissements qui ne sont pas de nature identique et qui ne peuvent donc pas être comparés les uns aux autres. Toute décision d'investissement ou de désinvestissement qui serait prise par le lecteur sur la base des informations figurant dans ce document, dans le cadre de la gestion de ses avoirs, est décidée à sa seule initiative par l'investisseur qui est familier des mécanismes régissant les marchés financiers et est conscient du fait que certains investissements notamment sur les marchés de futures, d'options et de produits à fort rendement potentiel, les pays dits émergents, les valeurs du second marché ou du hors-cote, peuvent se traduire par des pertes importantes en capital.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E